

LES RÉACTIONS

Le PS tape, Ecolo est prudent et les employeurs saluent

Le PS

“Mince, vague et sans ambition” “Tout ça pour ça”, a réagi le Parti socialiste dans un communiqué qualifiant l'accord MR-CDH de “mince, vague et sans ambition”. “Les principaux axes de réforme étaient déjà en voie d'adoption avec la majorité PS-CDH, ajoute le président Di Rupo. Ainsi en est-il de la profonde réforme des outils économiques, portée par Jean-Claude Marcourt, ou de la suppression de la redevance tété inscrite dans la réforme fiscale de Christophe Lacroix. M. Lutgen connaissait ces réformes. Il s'attribue le travail réalisé par d'autres. Le CDH adapte, semble-t-il, la stratégie du coucou.” “Sur certains points, le CDH reprend à son compte le travail réalisé par les ministres PS. Sur d'autres sujets, il remet radicalement en cause ce qu'il a accepté il y a quelques semaines. C'est une attitude schizophrène !” poursuit Elio Di Rupo, qui accuse Benoît Lutgen d'avoir déstabilisé les institutions. Le PS déplore particulièrement la remise en cause de la réforme des aides à l'emploi portée par sa ministre Eliane Tillieux, qui avait fait l'objet “d'un large accord entre partenaires sociaux”. “L'ensemble du discours surréaliste tenu par les deux nouveaux coalisés n'est guère rassurant pour l'avenir d'une Région qui a besoin de gouvernants sérieux et rigoureux”, conclut Elio Di Rupo. Ce sont surtout les Wallons qui vont sortir perdants des manœuvres politiques du CDH.

Ecolo

“Impression de flou et de vague.” “Nous devons prendre le temps d'une analyse approfondie dans les jours qui viennent mais, à la première lecture, c'est une impression de flou, de vague qui se dégage derrière les slogans et les intentions”, a réagi le coprésident des verts Patrick Dupriez. Ecolo note avec satisfaction plusieurs mesures annoncées en matière d'éthique et de gouvernance publique, notamment ce qui concerne la transparence ou la réforme des provinces. “C'est sur l'éthique que la crise a commencé. Nous voyons avec satisfaction

que des propositions que nous portons de longue date sont reprises. Nous les soutiendrons. Par contre, d'autres manquent, par exemple en matière de décumul entre une fonction exécutive locale et un mandat parlementaire (déjà d'application pour 75% des députés wallons, NdlR). Il y a aussi des incertitudes. Pour départmentariser l'administration, ils reprennent l'école d'administration ou le système des mandats que nous avons obtenus sous la législature précédente avant qu'ils ne soient détricotés... notamment par le CDH. Nous sommes vigilants : quoique moins puissant, le CDH ne s'est jamais comporté autrement que le PS”, a souligné M. Dupriez.

Les employeurs

“La Wallonie a besoin de davantage de PME.” L'Union wallonne des entreprises (UWE), l'Union des classes moyennes (UCM) et la Confédération Construction wallonne (CCW) ont salué l'annonce de la formation d'un nouvel exécutif wallon alliant le MR et le CDH. Les trois organisations se félicitent notamment de l'importance accordée à l'emploi et à la réduction des coûts des structures publiques dans l'accord de gouvernement. “La Wallonie efficace, efficace et performante” constitue l'un des “fils conducteurs” de l'accord, se réjouit l'UWE. Elle souligne “la volonté de réduire les coûts politiques et publics pour permettre à la Région d'accomplir ses missions essentielles dans les domaines socio-économiques, climatiques, d'emploi et de cohésion sociale”. L'UCM constate avec satisfaction que plusieurs de ses demandes font l'objet d'un point dans l'accord. L'organisation cite la formation aux métiers en pénurie, la mobilisation de l'épargne privée pour les PME et le dégagement de moyens pour une meilleure efficacité énergétique. “La Wallonie a besoin de davantage d'entreprises et de PME qui grandissent : la nouvelle majorité l'a bien compris”, estime l'UCM. La CCW note que la construction n'est pas directement citée dans la déclaration de politique régionale, mais pointe plusieurs priorités y figurant qui satisfont les demandes du secteur. La confédération voit ainsi d'un bon œil les chapitres réservés à la création d'emplois et à la lutte contre le dumping social. Elle entend également s'inscrire dans l'amplification des déclinaisons du plan Marshall et loue l'attention portée à la formation en alternance “très appréciée par les entreprises de construction”.